

Bulletin d'histoire politique

Commentaires sur la critique de Ronald Rudin

John A. Dickinson



Volume 4, numéro 2, hiver 1995

Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063525ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063525ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Dickinson, J. (1995). Commentaires sur la critique de Ronald Rudin. *Bulletin d'histoire politique*, 4(2), 21–24. <https://doi.org/10.7202/1063525ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

COMMENTAIRES SUR LA CRITIQUE DE RONALD RUDIN

John A. Dickinson

*Département d'histoire,
Université de Montréal*

Une synthèse repose sur l'historiographie existante qu'elle tente de rassembler pour former un tout cohérent. À en juger par les nombreuses critiques de notre collègue Ronald Rudin, nous avons assez bien réussi à traduire les principales tendances de l'historiographie dans notre livre. Mais une synthèse ne peut pas tout inclure. D'une part, les auteurs sont prisonniers de la production existante et, d'autre part, il faut adopter une perspective qui assure à l'ouvrage un fil conducteur susceptible d'intéresser le public.

Les critiques de R. Rudin concernent essentiellement trois aspects de l'histoire du Québec qui auraient été minimisés voire négligés par les historiens révisionnistes: le rôle prépondérant joué par l'Église catholique, l'importance des conflits ethniques et la persistance de la tradition rurale. Cela afin de placer l'histoire du Québec dans le contexte de la modernisation du monde occidental marquée par la laïcisation, la lutte des classes et l'urbanisation. En somme, l'histoire d'une société comme les autres plutôt que d'une société différente des autres. Toutefois, il me semble que, tout en reconnaissant que le Québec fait partie du monde occidental, l'historiographie récente a tenté de démontrer l'originalité de l'expérience québécoise pour déterminer comment la province est devenue une société distincte. Cette précision sémantique est importante, car l'adjectif «différente» comporte un jugement de valeur l'associant à anormale. D'ailleurs ne faudrait-il pas se poser la question de l'existence d'une norme pour le développement du monde occidental depuis trois siècles?

Tout en faisant une profession de foi dans les acquis de l'historiographie récente, les propos de R. Rudin nous ramènent malgré tout à une vieille tradition historiographique et ainsi les critiques portent à faux en caricaturant la production récente et en occultant les nuances d'interprétation qui s'y trouvent. Faut-il encore s'enliser dans les vieux débats qui subordonnaient le social au national, par exemple? Nous ne le croyons pas.

Minimisons-nous l'importance des conflits ethniques entre francophones et anglophones? Dans notre vision des choses, il était normal de privilégier les rapports de classe sur les rapports ethniques, mais nous n'avons pas nié les conflits et la séparation entre deux mondes. Que ce soit en discutant de l'émergence du nationalisme canadien¹ ou de la ségrégation croissante dans la seconde moitié du XIX^e siècle², ces conflits sont présentés dans notre ouvrage. Il est faux de prétendre que nous avons insisté sur les patriotes anglophones³: «Some Anglophones in the Assembly were members of the parti canadien and later the Patriotes⁴» ne constitue pas une insistance indue sur leur importance.

Le monde du travail préindustriel comprenait des francophones et des anglophones qui partageaient les mêmes expériences, les mêmes défis. Rudin prétend que certains métiers étaient monopolisés par des anglophones leur assurant ainsi des avantages dont les francophones ne jouissaient pas⁵. Quels sont ces métiers? Quelle importance avaient-ils dans l'ensemble du monde du travail? Les artisans francophones ont, me semble-t-il, réussi à pénétrer assez tôt dans des métiers de pointe inconnus en Nouvelle-France comme l'imprimerie. Quoi qu'il en soit, je demeure sceptique sur la différence de condition entre le bûcheron irlandais et le draveur francophone dans l'Outaouais au début du XIX^e siècle même si, comme nous l'avons dit, il existait une vive animosité entre les travailleurs de ces groupes ethniques⁶.

Nous n'avons pas tenté d'occulter la domination économique des Anglo-Écossais qui se mit en place dans le dernier quart du XVIII^e siècle et qui persista pendant deux siècles. Rudin nous reproche de ne pas tenter d'expliquer ce fait par des différences de valeurs. Cependant, sa conception ressemble à la vieille thèse de Weber-Tawney qui est largement dépassée; après tout, dans le monde du capitalisme commercial de la fin du XVIII^e siècle, la France catholique (dont étaient issus les marchands québécois) avait une croissance commerciale supérieure à celle de l'Angleterre protestante! En caricaturant nos propos pour nous faire dire que le succès des marchands britanniques était dû à une meilleure connaissance des marchés⁷, il omet l'essentiel — l'accès aux capitaux, aux innovations technologiques, aux réseaux familiaux et la connaissance des marchés qui donnaient un avantage certain aux immigrants de fraîche date⁸.

Rudin reproche aux révisionnistes de nier l'héritage rural du Québec et d'éviter de parler du monde rural au XX^e siècle. Pourtant l'historiographie abondante sur le monde rural préindustriel qui a inspiré une partie de notre livre fait état des débats et insiste sur la diversité régionale et la différen-

ciation sociale qui se manifestent au tournant du XIX^e siècle. L'image d'un héritage rural traditionnel et monolithique est un legs des sociologues de la première moitié du XX^e siècle et ne traduit pas la diversité des situations rencontrées. Notre traitement du XX^e siècle rural note la différence entre les agriculteurs de 1700 et ceux de 1850 ou de 1950. Nous tentons de faire ressortir ces évolutions et notons les retards dans certaines régions périphériques⁹ et même de l'ensemble du Québec avant la Seconde Guerre mondiale¹⁰. Mais, il faut ajouter que le Québec loin d'être «largely rural into the twentieth century» comme le prétend Rudin¹¹ ne l'était déjà plus au tournant du XX^e siècle alors que l'agriculture n'occupait que 45,5 % de la main-d'œuvre active en 1891 et 19,3 % en 1941. Et pour vraiment saisir le phénomène, ne faudrait-il pas tenir compte des Canadiens urbanisés vivant au-delà des frontières du Québec? Ce fait justifie que le monde urbain retiennent davantage notre attention.

Le rôle de l'Église catholique est un sujet complexe et qui doit être traité avec beaucoup de nuances. Les changements profonds que subit l'Église entre le Régime français, l'après-Conquête et la période ultramontaine illustrent qu'il ne s'agit pas d'une institution monolithique. Ses valeurs et enseignements, tout comme ceux des Églises protestantes, ont subi une évolution qu'il faut, certes, mieux cerner. Toutefois, nous n'avons pas tenté de décrire l'Église catholique comme une institution parmi d'autres, mais comme l'institution dominante de la société francophone. Rudin nous cite hors contexte pour nous faire dire que l'Église était menacée pendant la première moitié du XX^e siècle. Il affirme «Young and Dickinson saw it as an institution that was threatened throughout the first half of the twentieth century¹²...». Or, dans notre texte nous venons de décrire pendant quatre pages l'importance de l'emprise cléricale sur l'idéologie et sur l'éducation alors que nous affirmons, par exemple, «Catholicism in Quebec in the early twentieth century was more than symbolic. Its omniscient institutional presence was accompanied by ideological rigor¹³.» Dans la conclusion que Rudin cite en partie, nous écrivons: «Despite this institutional and ideological strength, traditional clerical prerogatives were threatened by bureaucratization¹⁴...» pour enchaîner avec le défi que présenterait la Grande Crise.

Une présentation caricaturale et malhonnête de ceux qu'on critique décourage la discussion et n'est pas propre à susciter un débat constructif (et l'historiographie québécoise a déjà trop perdu de temps avec des débats qui tournaient en rond comme ceux sur la bourgeoisie et la Conquête ou la crise agricole). Aucune synthèse n'est parfaite et toutes sont appelées à être modifiées par les nouvelles connaissances issues de recherches originales. Il

me semble plus fructueux de proposer des sujets qui méritent qu'on s'y attarde pour mieux éclairer le passé québécois. Parmi ces sujets devraient figurer en bonne place des recherches sur le catholicisme, sur son évolution et sur la diversité de ses enseignements. Il serait également intéressant que de telles études soient entreprises dans un esprit comparatif. Malgré l'affirmation de Rudin voulant que les protestants n'avaient pas le même poids idéologique¹⁵, on s'explique mal l'emprise des valeurs protestantes qui perdurèrent jusqu'aux années 1960 en ce qui concerne le respect du dimanche, la tempérance et la régulation du cinéma, par exemple, et faisait de Toronto la risée de tout Québécois cultivé.

Il est également vrai que la culture fait figure de parent pauvre de l'historiographie. Que ce soit l'histoire des mentalités en général ou celle des associations volontaires, des loisirs, des musées ou de la culture populaire, beaucoup reste à faire. Encore une fois, une véritable histoire comparée qui tient compte de ces phénomènes dans un contexte large serait la bienvenue. En clair, il reste beaucoup à faire, mais plutôt que de s'aventurer dans des débats stériles, il faudrait continuer à défricher un champ d'étude qui reste largement en friche.

Notes

1. Brian Young, John A. Dickinson, *A Short History of Québec*, p. 64-66.
2. *Ibid.*, p. 179-180, 200, 207.
3. R. Rudin, «La quête d'une société normale: critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, 1995, p. 42.
4. *Short.*, *ibid.*, p. 144.
5. Rudin, *ibid.*, p. 39-40.
6. *Short.*, *ibid.*, p. 145.
7. Rudin, *ibid.*, p. 38.
8. *Short.*, *ibid.*, p. 58.
9. *Ibid.*, p. 208-209.
10. *Ibid.*, p. 190. 254-256.
11. Rudin, *ibid.*, p. 45.
12. *Ibid.*, p. 47.
13. *Short.*, p. 211.
14. *Ibid.*, p. 214.
15. Rudin, op. cit., p. 40.